



RAPPORT ARTICLE 29

Loi Energie Climat (8 novembre 2019)

Juin 2024

Informations relatives à la démarche générale de l'entité

Le présent document s'applique à Uzès Gestion, société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) depuis 1980 (agrément GP04000053), Uzès Gestion est une filiale à 100% de la Financière d'Uzès.

Au 15/05/2023, les actifs sous gestion s'élèvent à 325.9 millions d'euros.

Les gérants d'Uzès Gestion ont la conviction que la prise en compte explicite des facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement leur apporte une vision plus exhaustive des entreprises et leur permet de mieux appréhender la manière dont elles gèrent les risques et opportunités de croissance liés aux enjeux du développement durable, éléments incontournables, de la performance de long terme. A cet égard, cette démarche relève pleinement de notre responsabilité fiduciaire et de nos devoirs en tant qu'actionnaire actif.

En tant que signataires des PRI (principes pour l'investissement responsable), nous sommes soucieux de contribuer à une meilleure transparence dans la publication des données relatives aux risques de durabilité et répondre ainsi aux attentes de nos clients.

Signatory of:



a) Notre politique générale de prise en compte des critères ESG dans notre stratégie d'investissement

La démarche d'investisseur responsable d'Uzès Gestion associe exclusions normatives/sectorielles et intégration des critères ESG. Elle se décline à deux niveaux.

Le premier niveau concerne l'ensemble des actifs sous gestion (actions et obligations). Le second est relatif à la politique d'investissement responsable appliquée à nos fonds ISR.

Pour l'ensemble de ses actifs sous gestion directe, Uzès Gestion applique les exclusions normatives et sectorielles suivantes :

- En conformité avec les conventions d'Ottawa (1997) et d'Oslo (2008) sur les armes controversées, tout investissement direct dans les sociétés impliquées dans la fabrication ou la vente de bombes à sous-munitions et mines antipersonnel est rigoureusement interdit.
- Les entreprises ne respectant pas l'un des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies de 2000 sont exclues de l'univers d'investissement.
- Les entreprises faisant l'objet d'une controverse très sévère (Rouge) dans la nomenclature MSCI.

- Les entreprises dont les activités sont liées au charbon thermique (extraction/production d'électricité) selon les recommandations de l'AFG.

Cette approche permet de limiter l'exposition de nos investissements à 4 grandes catégories risques :

1. **risques réglementaires** liés aux industries controversées comme le charbon thermique à l'heure où de nombreux pays sont en train de prendre des engagements visant à réduire leurs émissions de CO₂ ;
2. **risques de transition** issus des coûts nécessaires à l'émergence d'une économie plus durable sur le plan énergétique notamment et porteurs de dépréciations d'actifs potentiellement significatives ;
3. **risques de réputation** relatifs aux sanctions encourues par des entreprises au comportement ESG inapproprié (gouvernance défaillante, atteintes aux Droits de l'Homme, impact néfaste sur l'environnement...). Le suivi des controverses permet de mieux appréhender ces risques.
La note de controverse vise à mettre en exergue tout élément pouvant affecter la réputation des entreprises et, selon la gravité des allégations soulevées, entraîner de lourdes sanctions juridiques, réglementaires ou financières. Sur chacun des piliers ESG, MSCI s'attache à définir le degré de sévérité et l'ampleur des controverses ainsi que leur caractère structurel ou temporaire, présent ou passé. Parmi les controverses les plus sévères, citons : le non-respect des Droits de l'Homme, les faits de corruption aggravée, les actes de pollution environnementale... ;
4. **risques physiques** liés aux phénomènes naturels perturbateurs dont l'occurrence ne cesse de croître et dont l'impact négatif sur le bon fonctionnement des entreprises est indéniable (transports, chaîne d'approvisionnement...).

Par extension, l'ensemble de ces risques est porteur d'autres types de risques tels que les risques opérationnels, les risques de marché, les risques de crédit, les risques de liquidité ou les risques de contrepartie. Ils affectent directement la valorisation des actifs et peuvent entraîner de lourdes pertes, un événement de crédit, une incapacité à se refinancer...

Les fonds ISR de la gamme Uzès Gestion sont le reflet de notre démarche d'investisseur responsable. Ils suivent un processus d'investissement associant exclusions, intégration ESG, vote et engagement.

Au-delà des exclusions normatives et sectorielles décrites précédemment, les fonds ISR appliquent des exclusions sectorielles supplémentaires motivées par des choix d'ordre éthique. Sont ainsi exclues de l'univers d'investissement, les sociétés réalisant plus de 15% de leur chiffre d'affaires dans les secteurs suivants :

- Tabac,
- Casinos, jeux d'argent et paris,
- Pornographie.

Ces fonds suivent parallèlement une politique d'intégration ESG dont l'objectif est d'effectuer, préalablement à tout investissement, une analyse extra-financière systématique des sociétés. Au moins 90% des émetteurs en portefeuille doivent faire l'objet d'une note ESG.

La sélection des titres s'effectue selon une approche Best-in-class / Best effort permettant de favoriser les émetteurs dont la note ESG s'améliore au cours du temps.

Toutefois, afin de ne pas autoriser la sélection d'émetteurs aux pratiques ESG trop faibles et porteuses de risques de réputation une note minimale est requise.

En complément des recherches de nos gérants et analystes, Uzès Gestion s'appuie sur l'analyse extra-financière de MSCI et retient l'échelle ESG de ce fournisseur (de AAA à CCC ; AAA étant la meilleure) pour noter les sociétés. Les notes ESG inférieures à BB sont exclues.

Pour chaque secteur d'activité, l'analyse extra-financière retient les indicateurs clés les plus pertinents sur chacun des piliers ESG et s'articule autour des risques et opportunités de croissance liés aux enjeux du développement durable.

Universel par essence, les indicateurs retenus au titre de la gouvernance s'appliquent à l'ensemble des entreprises étudiées.

Au sein de la note ESG finale, le poids des critères ESG est pondéré en fonction du secteur d'activité.

Nous listons ci-dessous quelques indicateurs par pilier (liste non exhaustive).

Pilier Gouvernance :

- Structure du Conseil d'Administration (diversité, engagement RSE, indépendance...)
- Rémunération des dirigeants
- Respect des actionnaires minoritaires
- Procédures d'audit
- Gestion des risques extra-financiers
- Pratiques anti-concurrentielles

Pilier Environnement :

- Empreinte carbone
- Risques liés au climat
- Objectif de réduction des gaz à effet de serre, neutralité carbone
- Stress hydrique
- Biodiversité des sols
- Emballages et déchets
- Energies renouvelables
- Bâtiments basse consommation

Pilier Social :

- Respect des droits du travail
- Sécurité et formation des collaborateurs
- Attractivité de la marque employeur
- Climat social au sein de l'entreprise
- Qualité des produits
- Relations fournisseurs

Les fonds ISR de la gamme Uzès Gestion ont reçu le Label ISR de l'Etat français. Ils promeuvent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 - SFDR (« Règlement Disclosure »).

Acteur engagé sur les questions de durabilité, Uzès Gestion intègre les risques de durabilité et les principales incidences négatives à différents stades de son processus d'investissement (politique SFDR disponible sur notre site internet).

Loi Rixain du 24 décembre 2021, visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle

La loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021 visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle (dite loi Rixain), a été publiée au Journal Officiel le 26 décembre 2021. Cette loi vise notamment à résorber les inégalités professionnelles persistantes entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise.

Le nouvel article 8 bis de la loi complète ainsi la sous-section 2 de la section 5 du chapitre III du titre III du livre V du Code monétaire et financier par un nouvel article (Art. L. 533-22-2-4.) dont les dispositions sont les suivantes :

« Les sociétés de gestion de portefeuille définissent un objectif de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement. Les résultats obtenus sont présentés dans le document mentionné au II de l'article L. 533-22-1. Cet objectif est actualisé chaque année. »

Uzès Gestion entend pleinement participer à l'accélération de l'égalité économique et professionnelle en améliorant progressivement l'équilibre femmes/hommes *« parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement »*.

L'atteinte de cet objectif demeure conditionnée à l'évolution des équipes d'investissement, aux besoins de recrutement et, de façon plus large au plan de développement de la société. Conformément aux dispositions de la loi, il sera suivi de façon annuelle et les résultats obtenus seront communiqués au sein du présent rapport.

Au sein du comité chargé du pilotage et du développement de son approche responsable (comité ISR), Uzès Gestion accorde une place importante à la mixité. Au 31 mars 2024, ce comité est composé à 36% de femmes. L'objectif est de parvenir à une représentation femmes/hommes équilibrée à horizon 3 ans.

b) Une communication régulière et transparente au profit de nos souscripteurs d'OPC ISR

Uzès Gestion met à disposition des souscripteurs de ses OPC ISR, l'ensemble des documents réglementaires (DIC, prospectus, rapports annuels, codes de transparence), sur son site internet. Des rapports relatifs à notre approche responsable sont également disponibles sur notre site internet.

Le prospectus rappelle ainsi la prise en compte des critères ESG, et met en avant la gestion des risques et la contribution à la performance financière comme objectifs.

Le DIC détaille la stratégie ESG des fonds et s'inscrit dans le cadre du label ISR en reprenant les exigences du référentiel et en fixant les seuils retenus pour la gestion (notation).

Le code de transparence est revu une fois par an.

Chaque mois, Uzès Gestion réalise un reporting ESG pour ses fonds ISR.

Pour chacun des piliers ESG, deux indicateurs d'impact principaux ont été retenus. Afin de faciliter les comparaisons entre valeurs, notre choix s'est porté principalement sur des indicateurs à dimension universelle (i.e. valable pour la plupart des secteurs d'activité).

Ces indicateurs sont des points clés de dialogue lors de nos rencontres avec les sociétés.

Nos reportings intègrent une page « méthodologie et définitions » afin de faciliter la lecture de nos documents et la bonne compréhension des indicateurs présentés.

PILIER ENVIRONNEMENT :

▪ **Emission de gaz à effets de serre**

Nous suivons l'intensité carbone des entreprises sur la base des informations disponibles sur les scopes 1 et 2. Cette donnée s'exprime en tonne de CO2 par million de chiffre d'affaires ce qui permet de comparer des entreprises de tailles différentes.

▪ **Stress hydrique**

Les enjeux autour de l'utilisation, la gestion et le retraitement de l'eau figurent parmi les plus sensibles. Pour chaque entreprise, le score de stress hydrique évalue leur capacité à gérer les risques liés à l'eau dans la conduite de leurs activités ainsi que leur positionnement face aux problématiques de recyclage, d'efficacité de consommation dans les processus de production, de recours à des solutions alternatives.

PILIER SOCIAL :

▪ **% de femmes au conseil d'administration**

Pour chaque société analysée, nous suivons l'évolution de la part des femmes au sein du conseil d'administration.

▪ **Développement du capital humain**

Le développement du capital humain est un indicateur central dans l'analyse du climat social des entreprises. L'analyse porte sur la capacité des entreprises à attirer et retenir les talents, à former ses collaborateurs et à développer leurs compétences.

PILIER GOUVERNANCE :

▪ **% d'administrateurs indépendants**

Pour chaque société analysée, nous suivons l'évolution du pourcentage d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'Administration.

▪ **Comportement éthique**

Le comportement éthique des entreprises est un élément indispensable à la bonne marche et à la pérennité de leurs activités. Il influence directement leurs relations avec les différentes parties prenantes (clients, salariés, fournisseurs, communautés, investisseurs...). L'analyse porte notamment sur les problématiques de fraudes fiscales ou comptables, corruptions, blanchiment d'argent, violations des règles de concurrence, mauvais comportement des dirigeants.

Enfin, en vue de suivre le positionnement de ses fonds au regard des droits de l'Homme, Uzès Gestion s'assure de la conformité des émetteurs en portefeuille au pacte mondial des Nations Unies.

c) Classification des OPC d'Uzès Gestion selon le Règlement (UE) 2019/2088 – Sustainable Financial Disclosure Regulation (SFDR), et la position-recommandation AMF DOC-2020-03 sur les informations à fournir par les placements collectifs intégrant des approches extra-financières.

	Article 6 – SFDR Produits n'ayant pas d'objectif de durabilité	Article 8 – SFDR Produits promouvant des caractéristiques ESG	Article 9 – SFDR Produits ayant des objectifs définis et quantifiables en matière de durabilité
1^{ère} catégorie AMF Approche ESG significativement engageante Communication centrale		UZES MONDE UZES PEA PRESTIGE- LUXEMBOURG UZES SPORT	PRESTIGE- LUXEMBOURG UZES BIODIVERSITE
2^{ème} catégorie AMF Approche ESG non significativement engageante Communication réduite	UZES ENTREPRISES UZES RENDEMENT UZES CONVERTIBLES UZES WWW PERF UZES BOSCARV		
3^{ème} catégorie AMF Pas d'approche ESG Communication proportionnée limitée au prospectus	UZES AMPELOPSIS UZES ASIAN EQUITIES AFU		

Au 15/05/2024, 55% de nos actifs sous gestion prennent en compte les critères ESG au sens des articles 8 et 9 du règlement européen SFDR.

En octobre 2023, **Uzès Gestion a obtenu le Label Greenfin pour le fonds Prestige Luxembourg Uzès Biodiversité.**

En juin 2024, **Uzès Gestion a obtenu le renouvellement du Label ISR pour 3 de ses fonds :**

OPC	Classe d'actifs	Univers	Approche
Uzès Monde	Actions	Monde	Best In Class/Best Effort
Uzès PEA	Actions	Zone Euro	Best In Class/Best Effort
Uzès Sport	Actions	Monde	Best In Class/Best Effort

Le label Greenfin et label ISR ont été délivrés par Afnor Certification, organisme certifié par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour le compte du ministère de l'Economie et des Finances ainsi que le ministère de la Transition énergétique et de la Cohésion des Territoires.



Tableau 1

Déclaration relative aux principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité

Acteur des marchés financiers Uzès Gestion 9695000LDTHLV0MP6Q81
Résumé Uzès Gestion prend en compte les impacts négatifs principaux de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. La présente déclaration est le rapport consolidé des impacts négatifs principaux sur la durabilité d'Uzès Gestion. Cette déclaration d'impacts négatifs principaux couvre la période de référence du 1er janvier au 31 décembre 2023.
Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité L'identification et la hiérarchisation des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont intégrées à différentes étapes de nos processus d'investissements décrites au sein de notre politique SFDR et de nos politiques d'exclusions disponibles sur http://finuzes.fr/Approche_responsable .

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences [2023]	Incidences [2022]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Émissions de gaz à effet de serre	1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	8346.976 tonnes CO2e	11773.731 tonnes CO2e	Couverture 98.86% Estimé 23.71% Rapporté 76.29%	Conserver l'orientation à la baisse des émissions du scope 1
		Émissions de GES de niveau 2	2466.1328 tonnes CO2e	2176.4353 tonnes CO2e	Couverture 98.86% Estimé 23.71% Rapporté 76.29%	Indicateur à améliorer
		Émissions de GES de niveau 3	115184.12 tonnes CO2e	92788.46 tonnes CO2e	Couverture 98.81% Estimé 42.15% Rapporté 57.85%	La part des données estimées demeurent encore élevée Progrès attendus dans le reporting des émetteurs
		Émissions totales de GES	120447.6 tonnes CO2e	92788.46 tonnes CO2e	Couverture 98.8% Estimé 44.71% Rapporté 55.29%	Indicateur à améliorer

	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone	733.58215 tonne CO2e / EUR M investi	676.3403 tonnes CO2e / EUR M investi	Couverture 98.8% Estimé 44.71% Rapporté 55.29%	Indicateur à améliorer
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	1656.578 tonne CO2e / EUR M chiffre d'affaires	1439.0878 tonnes CO2e / EUR M chiffre d'affaires	Couverture 98.81% Estimé 44.88% Rapporté 55.12%	La part des données estimées demeurent encore élevée Progrès attendus dans le reporting des émetteurs
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	6.8477044 %	4.64%	Couverture 97.24% Estimé 0% Rapporté 100%	Indicateur à améliorer
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie	Consommation: 62.537994 % Production: 0.8903468 %	Consommation: 69.97% Production: 10.75 %	Couverture 78.08% Estimé 2.41% Rapporté 97.59% Couverture 99.81% Estimé 9.52% Rapporté 90.48%	Indicateur à améliorer

	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	<p>Total: 0.4232966 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur A: 0.0002431895 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur B: 0.11406322 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur C: 0.24658811 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur D: 0.04525245 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur E: 0.00766898 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur F: 0.00089308067 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur G: 0.0022726571 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur H: 0.0035763956 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p>	<p>Total: 0.30810237 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur A (agriculture, forêt et pêche): 0.036325134 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur B (mines): 0.52152133 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur C (fabrication): 0.25571486 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur D (electricité, gaz, vapeur et climatisation): 1.8113408 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur E (approvisionnement et traitement de l'eau): 0.81848276 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur F (construction): 0.13798049 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p> <p>Secteur G (ventes retail/wholesale, réparation de véhicules et motos): 0.045975845 GWh / EUR M chiffre d'affaires</p>	<p>Couverture 98.56% Estimé 24.49% Rapporté 75.51%</p> <p>Couverture 97.73% Estimé 11.11% Rapporté 88.89%</p> <p>Couverture 99.99% Estimé 16.49% Rapporté 83.51%</p> <p>Couverture 98.23% Estimé 25.7% Rapporté 74.3%</p> <p>Couverture 99.9% Estimé 22.95% Rapporté 77.05%</p> <p>Couverture 97.83% Estimé 20% Rapporté 80%</p> <p>Couverture 99.84% Estimé 36% Rapporté 64%</p> <p>Couverture 99.49% Estimé 27.84% Rapporté 72.16%</p> <p>Couverture 99.98% Estimé 23.53% Rapporté 76.47%</p> <p>Couverture 99.92% Estimé 19.1% Rapporté 80.9%</p>	Indicateur à améliorer
--	---	--	---	--	--	------------------------

			Secteur L: 0.001237874 GWh / EUR M chiffre d'affaires	Secteur H (transportation et stockage): 0.30541024 GWh / EUR M chiffre d'affaires Secteur L (immobilier): 0.1390715 GWh / EUR		
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	2.3217113 %	1.04%	Couverture 97.64% Clarity AI exploite des modèles de traitement du langage naturel (NLP) pour identifier les violations de cette PAI. Toutes les controverses considérées comme une violation potentielle par les modèles NLP sont ensuite examinées par nos analystes.	Indicateur à améliorer
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0.008090831 tonne / EUR M investi	0.007494853 tonnes / EUR M investi	Couverture 18.2% Estimé 74.65% Rapporté 25.35%	Indicateur à améliorer
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par	4.2229843 tonne / EUR M investi	5.6907887 tonnes / EUR M investi	Couverture 98.61% Estimé 54.26% Rapporté 45.74%	Poursuivre l'amélioration du ratio

		million d'euros investi, en moyenne pondérée				
--	--	---	--	--	--	--

INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité		Élément de mesure	Incidences [2023]	Incidences [2022]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0%	0%	Couverture 97.64% Clarity AI exploite des modèles de traitement du langage naturel (NLP) pour identifier les violations de cette PAI. Toutes les controverses considérées comme une violation potentielle par les modèles NLP sont ensuite examinées par nos analystes.	
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations	1.5469468 %	5.17%	Couverture 90.11% Estimé 0% Rapporté 100%	

	contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différents permettant de remédier à de telles violations				
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	9.008946 %	8.84%	Couverture 43.27% Estimé 0% Rapporté 100%	
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	39.04764 %	36.43%	Couverture 89% Estimé 0% Rapporté 100%	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0 %	0%	Couverture 97.69% Estimé 0% Rapporté 100%	

Autres indicateurs relatifs aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

[Informations sur les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité requises par l'article 6, paragraphe 1, point a), suivant le modèle du tableau 2]

N/A

[Informations sur les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité requises par l'article 6, paragraphe 1, point b), suivant le modèle du tableau 3]

N/A

[Informations sur toute autre incidence négative sur les facteurs de durabilité utilisée pour identifier et évaluer les principales incidences négatives supplémentaires sur un facteur de durabilité requises par l'article 6, paragraphe 1, point c), suivant le modèle du tableau 2 ou du tableau 3]

N/A

Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

L'identification et la hiérarchisation des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont intégrées à différentes étapes de nos processus d'investissements décrites au sein de notre politique SFDR (http://finuzes.fr/Approche_responsable).

Politiques d'engagement

Notre politique d'engagement repose sur un dialogue constructif avec les dirigeants des entreprises de notre portefeuille, dans le cadre de notre approche d'investissement responsable. Ce dialogue nous permet de mieux comprendre les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) auxquels ces entreprises sont confrontées, en identifiant les risques ainsi que les opportunités qu'ils soulèvent. En ce qui concerne la durabilité, nous appuyons les résolutions qui encouragent les entreprises à prendre en compte les risques financiers liés aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Notre politique d'engagement est consultable sur le site internet (http://finuzes.fr/Approche_responsable).

Références aux normes internationales

Signataire des PRI (principes pour l'investissement responsable), Uzès Gestion intègre à sa démarche d'investisseur responsable un corpus de textes fondateurs reconnus au plan international. Ces conventions, principes et déclarations forment un socle de référence en matière de droits fondamentaux et de comportement responsable. Ce corpus de texte est consultable au sein de notre politique SFDR (http://finuzes.fr/Approche_responsable).

Comparaison historique

N/A

Tableau 2

Indicateurs climatiques, et autres indicateurs liés à l'environnement, supplémentaires

INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité (qualitatif ou quantitatif)	Élément de mesure	Incidences [2023]	Incidences [2022]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés						
Eau, déchets et autres matières	8. Exposition à des zones de stress hydrique élevé	Part d'investissement dans des sociétés implantées dans des zones de stress hydrique élevé et n'appliquant pas de politique de gestion de l'eau	1: 565.98615 m ³ / EUR M investi 2: 0.31 %	0.26%	1: Couverture 24.48% Estimé 0% Rapporté 100% 2: Couverture 2.63% Estimé 0%	

Table 3

Indicateurs supplémentaires liés aux questions sociales et de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption

INDICATEURS SUPPLEMENTAIRES LIES AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure		Impact [2023]	Impact [2023]	Explanation	Actions taken
Indicators applicable to investments in investee companies						
Questions sociales et de personnel	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les entreprises bénéficiaires exprimé en tant que moyenne pondérée.	4.598091 nombre d'accidents/M d'heures de travail	7.3303256 nombre d'accidents/M d'heures de travail	Couverture 72.41% Estimé 0% Rapporté 100%	